ANNUAIRE DE L'EHESS

**Annuaire de l'EHESS**
Comptes rendus des cours et conférences

**2004**
**Annuaire 2002-2003**

# Socio-histoire des catégories du travail

**Bénédicte Zimmermann et Jay Rowell**

OpenEdition Journals

**Édition électronique**
URL : https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16508
ISSN : 2431-8698

**Éditeur**
EHESS - École des hautes études en sciences sociales

**Édition imprimée**
Date de publication : 1 janvier 2004
Pagination : 580-584
ISSN : 0398-2025

**Référence électronique**
Bénédicte Zimmermann et Jay Rowell, « Socio-histoire des catégories du travail », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2004, mis en ligne le 01 mars 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16508

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

# Socio-histoire des catégories du travail

Bénédicte Zimmermann et Jay Rowell

Bénédicte Zimmermann, *maîtresse de conférences*

## Sociologie de la flexibilité

1 Ce séminaire proposait d'explorer différentes facettes de la flexibilité à partir d'une enquête en cours sur les groupements d'employeurs. Le groupement d'employeur (GE) est une association loi 1901 dont l'objectif est de mettre à disposition de ses membres des salariés qui lui sont liés par un contrat de travail. Proche de l'agence intérimaire de part sa fonction de tiers employeur et de mise à disposition de main d'oeuvre, le GE s'en distingue cependant sur plusieurs points. Il vise des besoins occasionnels récurrents susceptibles d'être stabilisés dans des emplois à temps partagé durables. C'est même là sa vocation : transformer, à travers une mutualisation de la gestion de l'emploi, des besoins occasionnels ou à temps partiel, en contrats à durée indéterminée à plein temps. Concilier flexibilité économique et sécurité individuelle, telle est le leitmotiv affiché par les GE qui se présentent tout à la fois comme des outils de développement économique et de lutte contre la précarité.

2 Mais qu'en est-il effectivement ? Comment ces objectifs se traduisent-ils pour le salarié ? Le découplage entre l'emploi et le travail qui amène le salarié à dépendre juridiquement d'un seul employeur, le GE, mais à travailler sous l'autorité de plusieurs patrons a fait l'objet d'un premier ensemble de séances. Cette disjonction entre travail et emploi a été pointée comme une caractéristique des transformations du travail par de nombreux travaux juridiques et sociologiques. Le GE en fonde un cas d'espèce d'autant plus intéressant que, d'une part, cette disjonction y prend la forme d'une dissociation physique entre employeur et patron et que, d'autre part, elle y est mobilisée comme un levier de sécurisation des trajectoires individuelles, là où elle est plus généralement synonyme de précarité sociale. Les entretiens menés auprès des

salariés ont ouvert ici un champ de réflexion sur le temps partagé et les rapports au travail, mais également sur la précarité dont le sentiment n'est pas seulement lié à des conditions juridiques objectives (contrat à durée déterminé ou indéterminé par exemple), mais aussi aux conditions d'exercice du travail. Cela nous a amenés dans un premier temps à revisiter un certain nombre de concepts liés au travail et à l'emploi comme la mobilité, la flexibilité, l'adaptabilité et la compétence. Autant de concepts qui placent l'individu et ses capacités personnelles au premier plan et dont le GE offre un précipité. Nous nous sommes ensuite penchés sur la pluralité des usages susceptibles d'être fait du groupement, aussi bien par les employeurs adhérents que par les salariés. Si ces derniers y voient volontiers un outil de capitalisation d'expérience et en tirent une reconnaissance professionnelle, ils souffrent en revanche d'un déni de reconnaissance sociale ; le travail à temps partagé restant, quel que soit son fondement juridique, rejeté aux confins de la normalité sociale en matière d'emploi et de fait associé à la précarité. Cette double tension entre reconnaissance professionnelle et sociale, entre acception juridique et sociale de la précarité ouvre un espace de réflexion sur les fondements normatifs d'un travail socialement reconnu et sur leurs effets, parfois stigmatisants, sur l'identité des personnes.

3 Un deuxième bloc de séances a été consacré aux questions de l'expérience et de la compétence au travail telles qu'elles se déploient dans un GE. Indépendamment de l'intérêt qu'il y a à observer comment ces notions peuvent se conjuguer concrètement avec un objectif de sécurisation des trajectoires individuelles, l'enquête sur les GE soulève aussi la question théorique de l'articulation d'une sociologie située des parcours et des trajectoires avec une sociologie des institutions et des cadres collectifs d'action – comme l'illustre la tension entre reconnaissance professionnelle et sociale. Elle incite en particulier à revisiter la sociologie de l'expérience et de la compétence à l'aune de cette double orientation ; mais nous en sommes sur ce point restés à l'ébauche de perspectives, appelées à être approfondies. Christina Garsten, anthropologue à l'Université de Stockholm, et Jürgen Kädtler, sociologue au Sofi de Göttingen, nous ont par ailleurs apporté un éclairage international, non pas sur les groupements d'employeurs – qui n'ont pas d'équivalent en Allemagne par exemple – mais sur les questions de compétences et d'employabilité en Suède, et sur la tentative de sécurisation du travail intérimaire en Allemagne par le biais d'une convention collective spécifique.

## Publications


- Avec M. Werner (coordination et introduction), *Allemagne d'aujourd'hui,* n° sp. « La recherche française sur l'Allemagne et la coopération franco-allemande en sciences humaines et sociales. Bilan et perspectives », novembre 2002, 196 p.
- « Les sociologues et l'Allemagne », *Allemagne d'aujourd'hui,* novembre 2002, p. 94-107.
- Avec M. Werner, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales HSS,* 58, 1, 2003, p. 7-36.
- « Work and politics : Towards the end of national hegemony ? », dans *Entangeld histories and negociated universals. Centers and peripheries in a changing world,* W. Lepenies (éd.), Francfort/New York, Campus, 2003, p. 236-259.
- Avec P. Wagner, « Nation. Die Konstitution einer politischen Ordnung als Verantwortungsgemeinschaft », dans *Wohlfahrtsstaatliche Grundbegriffe,* S. Lessenich (éd.), Francfort/New York, Campus, 2003, p. 243-266.

Bénédicte Zimmermann, *maîtresse de conférences*
Jay Rowell ; *chargé de recherche CNRS*

# Action publique et territoires

4 Ce séminaire portait sur la territorialité de l'action publique, plus largement sur les rapports entre action publique et territoires. Parce que la conception, la mise en œuvre de l'action publique varient en fonction des territoires et inversement les territoires sont travaillés, façonnés par l'action publique, il nous a semblé intéressant d'investir simultanément la question de l'action publique et des territoires, et ce dans une double perspective théorique et empirique. La notion d'action publique n'est pas neutre. Elle pose le choix de l'action comme entrée dans le politique, rejetant tout clivage préétabli entre État, société et individu. Elle invite par ailleurs à réfléchir au caractère public de cette action et sur la manière dont la détermination de ce qui est public est susceptible de variations dans le temps et dans l'espace. Ce faisant, elle oriente l'analyse vers les formes de l'État et ses rapports avec les collectifs intermédiaires. Elle ne peut se concevoir en dehors de la délimitation d'un espace d'intervention, ouvrant à une pluralité de niveaux et de territoires possibles.

5 La notion de territoire amène à envisager l'action publique comme une action située, en référence à un cadre d'action, des acteurs, des interactions et des logiques spécifiques qui prévalent dans ce cadre. Nous avons ainsi abordé le territoire d'une part à travers sa différenciation avec les notions d'espace et de réseau, d'autre part à travers une approche à la fois en termes d'interactions et d'échelles – allant du local au supranational. En d'autres termes, le questionnement était centré sur une analyse sociologique de l'action publique, prenant en compte les modes d'articulation entre différentes scènes – nationales, locales, mais également supranationales – et la manière dont institutions, groupes d'intérêt et acteurs publics, ou privés, interagissent et se positionnent par rapport à ces différentes scènes. Plus généralement, il s'agissait d'aborder l'action publique en train de se faire et de se défaire, intégrant la question de son historicité et de ses temporalités.

6 Mais ces perspectives d'analyse ne prennent sens qu'à l'épreuve d'études empiriques que nous avons voulues diversifiées, tant par les objets et les échelles retenus que par les regards disciplinaires adoptés. Ainsi Olivier Giraud, politiste (CURAPP/CNRS, Amiens), nous a présenté les nouvelles politiques pour l'emploi en Suisse face à l'hétérogénéité des territoires et des cultures politiques, posant la question de l'instauration de pratiques homogènes dans un contexte décentralisé. Jean-Daniel Weisz, économiste (CMB/CNRS, Berlin), a abordé le problème des rapports entre l'État et l'économie à travers l'analyse des systèmes publics d'entreprises aux différents échelons du fédéralisme allemand. Jürgen Kätdler, sociologue (SOFI, Göttingen), a animé une deuxième séance sur l'Allemagne, en interrogeant de manière conjointe le poids des relations syndicats/patronat dans l'action publique et le rôle de l'action publique dans les relations syndicats/patronat à travers l'exemple de l'industrie du bâtiment. Klaus Günther, juriste (université de Francfort-sur-le-Main), a ensuite traité de la transnationalisation du droit et de ses rapports avec les territoires et les types de souveraineté qui leur sont attachés, analysant les enjeux de la dissociation entre droit et territoire à l'heure de la mondialisation. Enfin, Anne-Marie Thiesse, ethnologue

(CRIA/CNRS, Paris), est intervenue sur le rôle du régionalisme dans la construction de l'État-nation. En ouvrant une perspective comparative et en croisant différentes échelles spatiales, la variété de ces études de cas a offert autant d'entrées complémentaires dans la question du politique et de l'État, de ses transformations, plus généralement de la place du national dans la production et la mise en œuvre des politiques sectorielles et territoriales.

## INDEX

**Thèmes :** Sociologie